

Synthèse régionale

Malgré quelques signes encourageants, l'économie rhônalpine ne décolle pas

Thierry Geay, Insee Rhône-Alpes

En 2014, l'ensemble des secteurs économiques affichent des résultats en retrait par rapport à l'année 2013. Dans ce contexte, le chômage poursuit globalement sa hausse malgré quelques chiffres plus encourageants en fin de période. Le niveau de l'emploi reste stable. Montrant un certain dynamisme, le nombre de créations d'entreprise évolue favorablement, comme les exportations qui présentent un résultat positif au quatrième trimestre.

L'emploi salarié reste stable ...

Pour la deuxième année consécutive, le niveau de l'**emploi** salarié privé rhônalpin reste stable en 2014. Si la construction et, dans une moindre mesure, le commerce et la plupart des activités industrielles, perdent des salariés, le dynamisme du tertiaire, en particulier des services marchands, permet de compenser les pertes et de maintenir le niveau des effectifs salariés.

... mais le chômage poursuit sa hausse

En conséquence, la hausse du **chômage** se poursuit, et ce, à un rythme plus élevé qu'en 2013. Le taux de chômage au sens du BIT augmente de 0,4 point en un an, s'établissant à 8,9 % au quatrième trimestre. Le nombre des demandeurs d'emploi a évolué de manière discontinu au cours de l'année : après une hausse soutenue et constante au premier semestre, le chômage a évolué en dents de scie au cours des six derniers mois de l'année. Les seniors et les jeunes sont une nouvelle fois les plus touchés, et, à tout âge, les évolutions sont plus défavorables aux hommes. Le chômage de longue durée continue également de croître, mais à un rythme plus ralenti par rapport à 2013.

En lien avec l'évolution du chômage, les **politiques de l'emploi** sont élargies à un vaste public. Les jeunes en sont toujours une cible prioritaire mais le gouvernement se mobilise aussi en faveur de l'emploi des seniors et des chômeurs de longue durée. Emplois d'avenir, contrats en alternance, contrats de génération sont au cœur de

l'action publique et un nouveau plan en faveur de l'emploi des seniors est mis en place en juin 2014.

Des créations d'entreprise plus nombreuses

Malgré ce contexte économique morose, le nombre de **créations d'entreprise** connaît un certain regain. Celui-ci concerne tous les départements de la région. Mais cette amélioration provient essentiellement d'entreprises n'employant pas de salarié. On ne constate donc pas de nette contrepartie sur l'emploi salarié. D'autre part, le nombre de défaillances recule légèrement.

Les échanges du **commerce extérieur** de la région restent stables en valeur. Le montant des exportations progresse de + 1,2 % tandis que celui des importations enregistre une baisse de - 1,7 %, égale à celle constatée en 2013. La balance commerciale redevient légèrement positive (+ 537 millions d'euros), essentiellement portée par l'excédent du dernier trimestre de l'année (+ 465 millions d'euros).

L'ensemble des secteurs économiques en difficulté

Construction : une activité en repli par rapport à 2013

En 2014, tous les segments du bâtiment et des travaux publics connaissent un faible niveau d'activité et finissent l'année en net repli par rapport à 2013, même si l'on enregistre quelques signes prometteurs dans la promotion immobilière. Dans la **construction** neuve de logements à destination des particuliers, l'achat pour habiter reste peu dynamique, en dépit d'une hausse du nombre de prêts à taux zéro accordés aux primo-accédants. En revanche, les ventes de logements neufs augmentent grâce à l'investissement locatif qui progresse fortement. Mais, compte tenu du niveau des stocks, ce facteur favorable n'impacte pas les mises en vente de logements.

Transports : une activité limitée

Le contexte économique peu dynamique ne favorise pas non plus la demande de **transport**. En dépit de la baisse du coût de l'énergie, la faible demande, notamment dans l'industrie et le bâtiment, limite l'activité des entreprises de transport. Les déplacements de personnes sont également en repli. Les achats de véhicules sont toujours en baisse, mais les investissements des entreprises et des ménages s'orientent vers des véhicules de plus en plus propres. Dans le transport aérien, le low-cost poursuit sa progression avec une part qui approche désormais 30 %.

Tourisme : fréquentation en baisse

Orientée à la hausse sur les trois dernières années, la **fréquentation touristique** dans les hôtels et campings de Rhône-Alpes enregistre une baisse globale de plus de 4 %. L'hôtellerie pâtit plus fortement de cette chute (- 5 % contre - 2 % pour les campings). La fréquentation étrangère se replie également, avec plus de force dans l'hôtellerie que dans les campings. En conséquence, le taux d'occupation diminue de près de 3 %. Parallèlement, la part de la clientèle d'affaires dans l'hôtellerie continue de progresser légèrement.

Agriculture : des prix orientés à la baisse

Dans l'**agriculture**, malgré une météo difficile, les volumes des productions végétales se redressent. Ils ne permettent toutefois pas aux producteurs de compenser la nette dépréciation des prix liée à l'abondance de l'offre et à une demande souvent atone. Les prix reculent pour la plupart des productions, sauf pour le lait dont le prix est très élevé. Sur les marchés des animaux d'élevage, les cours se replient également, à l'exception de ceux des ovins. ■

Contexte national

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Direction des études et synthèses économiques, Insee

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

1 Évolution du PIB en volume et contribution à cette évolution

- Consommation des ménages
- Demande publique (1)
- Investissement privé
- Échanges extérieurs
- Variation de stocks
- Produit intérieur brut (PIB)

variation annuelle en %, contributions en points



(1) y compris institutions sans but lucratif au service des ménages. Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de + 0,2 % après + 0,7 % en 2013.

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de + 0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+ 0,6 % après + 0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (- 6,9 % après + 0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+ 2,0 % après + 0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (- 5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (- 1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (- 0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+ 2,4 % après + 1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+ 3,8 %, après + 1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (- 0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+ 0,5 % après + 0,7 %), les services non marchands (+ 1,0 % après + 1,2 %) et l'agriculture (+ 8,5 % après - 1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (- 2,1 % après + 2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (- 3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+ 0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (- 0,7 % après + 0,5 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+ 1,1 % après - 0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+ 1,1 % après + 0,7 % en 2013), alors que les prix à la consommation décélèrent de

nouveau nettement (0,0 % après + 0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (- 0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+ 0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013).

2 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			en milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume en %
	2012	2013	2014		
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 060,9	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	- 1,2
Consommation effective des ménages:	0,2	0,6	0,9	1 464,8	0,7
Dont :					
- dépense des ménages	- 0,3	0,4	0,6	1 094,9	0,3
- dépense individualisable des administrations	1,5	1,6	1,6	546,0	0,4
Consommation collective des administrations publiques	1,4	1,9	0,8	175,9	0,1
Formation brute de capital fixe	0,2	- 0,6	- 1,2	443,1	- 0,3
Dont :					
- entreprises non financières	- 0,2	0,5	2,0	248,8	0,2
- ménages	- 2,1	- 1,5	- 5,3	98,8	- 0,3
- administrations publiques	1,8	0,1	- 6,9	75,2	- 0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	- 0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010